

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société AEROLUB  
Commune de Chaumont-en-Vexin**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 2010 délivré à la société AEROLUB en vue d'exploiter des installations de fabrication et de conditionnement de produits aérosols sur le territoire de la commune de Chaumont-en-Vexin et en particulier les articles 8.1, 8.2 et 8.5 qui fixent :

Article 8.1 : « À l'intérieur de ce magasin, l'exploitant effectue un stockage limité (en racks) de combustibles présentant une densité de charge calorifique faible. Les fournitures (capots, valves, diffuseurs) stockés en masse forment des îlots. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure. .../... Le stockage est séparé des bureaux par un mur coupe feu de degré deux heures. »

Article 8.2 : « L'atelier formulation est isolé des autres ateliers et des stockages par des murs REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) équipés de portes EI 120 (coupe-feu de degré deux heures) .../... L'atelier est équipé d'une installation d'extraction permanente et forcée permettant d'éviter toute accumulation de vapeurs inflammables.../... Les dépotages et les remplissages s'effectuent par cannes plongeantes (les remplissages par pluie sont interdits). »

Article 8.5 : « .../... Ce magasin est constitué de murs et portes coupe feu de degré deux heures.../... Des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations sont rédigées et sont appliquées par les employés. » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2016 modifiant certaines prescriptions applicables à la société AEROLUB et en particulier l'article 8 qui fixe :

« En cas de détection de flamme :

- l'électricité est coupée,
- les ateliers de conditionnement sont cloisonnés (fermeture des portes coupe-feu),
- l'extraction du bâtiment est mise en marche,
- l'alarme visuelle et sonore est déclenchée dans les ateliers de conditionnement, dans l'atelier de formulation, sous le auvent et dans la cellule de stockage des produits finis,
- l'alimentation des pompes de gaz inflammable est coupée,

*– les remplisseuses de gaz inflammable sont mises à l'arrêt ainsi que les chaînes de conditionnement (gaz inflammable) et les vannes automatiques sur les tuyauteries d'approvisionnement en gaz inflammable.*

*.../... Les ateliers de conditionnement sont isolés des autres ateliers et des stockages par des murs REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) équipés de portes EI 120 (coupe-feu de degré deux heures). » ;*

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 14 février 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 14 mars 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 4 février 2025, l'inspectrice des installations classées a constaté les faits suivants :
  - la distance minimale de 1 mètre n'est pas respectée entre les stockages et les parois au niveau du magasin de stockage des boîtiers vides et des fournitures ;
  - cette configuration peut constituer un facteur aggravant dans le cadre d'un incendie du bâtiment ;
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé ;
3. Lors de la visite du 4 février 2025, l'inspectrice des installations classées a constaté les faits suivants :
  - l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère REI 120 des murs et parois du bâtiment ;
  - certaines portes EI 120 ne sont pas fonctionnelles ;
4. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.1, 8.2, 8.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé et de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2016 susvisé ;
5. Lors de la visite du 4 février 2025, l'inspectrice des installations classées a constaté les faits suivants :
  - l'atelier de formulation ne comporte pas d'extraction permanente ;
  - le remplissage des fûts n'est pas réalisé avec une canne plongeante ;
  - le risque d'atmosphère explosive est donc augmenté ;
6. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé ;
7. Lors de la visite du 4 février 2025, l'inspectrice des installations classées a constaté que :
  - l'atelier de préparation et conditionnement industrie et cosmétique ne comporte pas de système d'extraction ;
  - par conséquent, la chaîne d'asservissement liée au système de détection n'est pas respectée ;
8. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016 susvisé ;

9. Lors de la visite du 4 février 2025, l'inspectrice des installations classées a constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place de procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations ;
10. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé ;
11. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils augmentent le risque d'incendie et d'explosion, et les conséquences d'un tel évènement notamment en termes de pollution des eaux et des sols ;
12. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AEROLUB de respecter les prescriptions et dispositions des articles 8.1, 8.2 et 8.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé et de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société AEROLUB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé en maintenant une distance minimale de 1 mètre entre les stockages et les éléments de structure dans le magasin de stockage des boîtiers vides et des fournitures sous un délai 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

### **Article 2 :**

La société AEROLUB est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.1, 8.2, 8.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé et de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2016 susvisé :

- en justifiant, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, du caractère REI 120 pour les murs et des parois du bâtiment suivants :
  - le mur présent entre le local de stockage des boîtiers vides et des fournitures et les bureaux,
  - les parois séparatives de l'atelier de formulation,
  - les parois séparatives de l'atelier de préparation et conditionnement industrie et cosmétique,
  - les murs du magasin de stockage ;
- en transmettant, sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport d'un organisme extérieur justifiant que toutes les portes EI 120 du site sont fonctionnelles.

### **Article 3 :**

La société AEROLUB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en mettant en place un système d'extraction permanent dans l'atelier de formulation ;
- en réalisant les dépotages et les remplissages des fûts de l'atelier de formulation avec une canne plongeante.

#### **Article 4 :**

La société AEROLUB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016 susvisé sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en mettant en place un système d'extraction dans l'atelier de préparation et de conditionnement industrie et cosmétique ;
- en justifiant de la mise en route du système d'extraction en cas de détection de flamme ou de gaz.

#### **Article 5 :**

La société AEROLUB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en rédigeant des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du personnel et des installations ;
- en les portant à la connaissance des employés.

#### **Article 6 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2, 3, 4 et 5 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 7 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80000 Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 8 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Chaumont-en-Vexin pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Chaumont-en-Vexin fait connaître, par procès-verbal adressé au Préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 9 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Chaumont-en-Vexin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **20 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

### **Destinataires :**

Société AEROLUB

Le maire de la commune de Chaumont-en-Vexin

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

